



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction des Collectivités
Locales

Perpignan, le 9 septembre 2011

Bureau Urbanisme, Foncier
et Installations classées
Dossier suivi par : Cathy SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66
Fax : 04.68.35.56.84
Mél : @pyrenees-orientales.pref.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n°2011252-0003

*Mettant en demeure la société CUSENIER de mettre en conformité ses installations
relatives à la lutte contre un incendie*

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le code de l'environnement ;

VU le récépissé de déclaration n° 5029 du 22 mai 1981 ;

VU l'arrêté n° 1952 du 11 juin 2001 autorisant la société CUSENIER à poursuivre l'exploitation d'un centre d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de THUIR ;

VU l'arrêté n° 684 du 4 mars 2004 autorisant la société CUSENIER à procéder à l'extension de ses activités d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de Thuir ;

VU le récépissé de déclaration n° 71/05 du 13 décembre 2005 concernant les tours aéroréfrigérantes ;

VU l'arrêté n° 3693/07 du 10 octobre 2007 modifiant les conditions de prélèvement d'eau à partir du forage F2 ;

VU l'arrêté n° 3528/2007 du 27 septembre 2007 autorisant l'utilisation de l'eau du forage F2 à des fins sanitaires ;

VU l'arrêté complémentaire n° 2797/08 du 09 juillet 2008 concernant la surveillance des rejets aqueux ;

VU le rapport de la visite d'inspection du 01 juillet 2010 concernant la visite d'inspection du 28 juin 2010 ;

CONSIDERANT que les installations classées doivent être dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur ;

CONSIDERANT qu'au cours d'une visite d'inspection il a été constaté que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions qui lui sont applicables notamment pour ce qui concerne les moyens de lutte contre l'incendie ;

CONSIDERANT qu'en particulier il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas des moyens matériels pour mettre en œuvre le débit d'eau et de mousse à l'intérieur des chais d'alcool ;

CONSIDERANT que le plan de sécurité de l'établissement ne définit pas pour les scénarios d'incendie identifiés dans l'étude des dangers l'organisation logistique retenue en tenant compte du calcul des besoins, des performances des matériels utilisés, des moyens logistiques disponibles et des risques présentés pour les unités voisines ;

CONSIDERANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance la société CUSENIER le 02 juillet 2010 ;

VU les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 juillet 2010 ;

VU le courrier de la préfecture du 29 juin 2011 ;

VU la réponse de l'exploitant reçu le 18 juillet 2011 en préfecture ;

VU le rapport de la DREAL du 30 août 2011 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRETE

La société CUSENIER, dont le siège social est situé 120, avenue du Maréchal Foch, BP 188, 94005 Créteil CEDEX, pour l'usine située 6, boulevard Violet, BP1, 66301 Thuir, est mise en demeure, **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de définir et mettre en place, pour chaque scénario d'incendie identifié, les moyens opérationnels appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur et de mettre en adéquation le plan de sécurité et d'intervention de l'établissement.

ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITE

La société CUSENIER doit fournir, **dans le même délai de 4 mois**, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment, pour chaque scénario identifié :

- le rappel des besoins théoriques résultant de l'étude des dangers,
- les moyens de défenses retenus en adéquation avec le calcul des besoins, les performances des matériels utilisés et les moyens logistiques disponibles, en tenant compte des risques présentés par les unités voisines,
- l'organisation des secours mise en place.

ARTICLE 3 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 : CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTPELLIER, conformément aux dispositions de l'article L.514.6 du Code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes.

ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

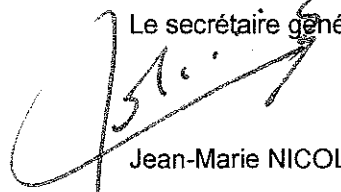
- M. Le Maire de la commune de THUIR ;
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;
- M. l'Ingénieur Subdivisionnaire de la DREAL à PERPIGNAN ;
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

chargés, chacun en ce qui le (la) concerne, de son exécution.

A PERPIGNAN, le **9 SEP 2011**

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,


Jean-Marie NICOLAS